

MALGRÉ SA «CONDITION PHYSIQUE ACTUELLE»

Bouteflika déterminé à rester

J'y suis, j'y reste. C'est le message véhiculé par la missive de Bouteflika à l'occasion du 5 Juillet. Le chef de l'Etat y affirme avoir accepté «le sacrifice» d'un quatrième mandat en dépit de sa condition physique. Il ajoute qu'il s'attellera à aller au bout de son mandat présidentiel. Dans la foulée, il annonce que le projet de révision de la Constitution a atteint son stade «ultime».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Saisissant l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance, le président de la République n'a pas dérogé à la règle en rendant public un message dans lequel il aborde plusieurs sujets d'actualité. A leur tête, son état de santé et ses intentions. Bouteflika est clair sur ce point : il ne compte nullement jeter l'éponge à mi-mandat.

Le chef de l'Etat écrit en effet avoir accepté un quatrième mandat en réponse aux «solicitations populaires». Un «sacrifice malgré ma condition physique actuelle», estime Bouteflika qui affirme qu'il s'attellera à accomplir ce devoir «conformément au mandat que m'a confié la majorité de notre peuple». Autre pro-

messe réitérée par Bouteflika : l'aboutissement du projet de réforme de la Constitution dont le projet «est en phase de finalisation ultime», dit-il. Le retard accusé dans ce projet fait l'objet de vives critiques, notamment de la part de l'opposition. Cette dernière est d'ailleurs saluée par le chef de l'Etat. Il lui exprime sa considération, estimant que «dans le respect de la déontologie démocratique, l'opposition est dans son rôle».

Abordant le volet des libertés individuelles, Bouteflika dira que ces dernières ont enregistré des avancées incontestables, grâce aux réformes introduites dans le domaine de la justice, et l'Algérie s'honore de n'avoir aucun prisonnier politique ou d'opinion, ni aucun journaliste détenu



Le président Abdelaziz Bouteflika.

Photo : Samir Sid

pour délit de presse. Les champs politique et associatif comptent chacun des dizaines d'acteurs, s'exprimant et agissant tous sans contraintes».

Au plan économique, le chef de l'Etat réfute les analyses faisant état de la prolifération de la corruption

estimant que «l'Algérie n'est pas un champ de prédilection de la corruption. Certes, ce fléau s'est malheureusement infiltré dans notre pays mais il est aussi combattu sévèrement avec le glaive de la loi». A ceux qui émettent des doutes, le chef de l'Etat conseille de se référer au rap-

port élaboré par l'instance des Nations-Unies chargée du suivi de la mise en œuvre de la Convention internationale pour la prévention et la lutte contre la corruption.

Inévitablement, Bouteflika a évoqué l'effondrement des cours des hydrocarbures affirmant que «cela affecte les revenus extérieurs de l'Etat et nécessitera une rationalisation accrue dans la gestion des finances publiques, pour traverser cette perturbation économique mondiale».

Se voulant rassurant, Bouteflika conclut en affirmant qu'«outre quelques réserves de change accumulées, l'Algérie dispose d'un potentiel économique important à valoriser davantage, et dispose aussi d'une jeunesse formée, capable de relever les défis contemporains des technologies et de la compétitivité» et d'ajouter que ces atouts seront «libérés des pesanteurs bureaucratiques» et mis «à l'abri des fléaux parasitaires de la fraude, laquelle coûte tant au Trésor public, et constitue le pire ennemi de l'investissement économique honnête».

N. I.

TROIS SEMAINES APRÈS LE CONGRÈS DE SON PARTI

Benflis revendique 30 000 militants

Trois semaines après la tenue de son congrès constitutif, le parti de l'Avant-garde des libertés revendique déjà près de 30 000 militants à travers l'ensemble des wilayas du pays et des militants par milliers parmi notre large diaspora disséminée aux quatre coins de la planète.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a indiqué, hier samedi, son premier responsable, à la fin de la toute première réunion du bureau politique issu de ce congrès constitutif tenu, pour rappel, les 13 et 14 juin écoulé qu'il a présidé.

Ali Benflis a également annoncé que le dossier d'agrément de son nouveau-né sera déposé au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales au courant de cette semaine. Soit dans les délais d'un mois suivant les travaux du congrès constitutif que prévoit la loi régissant les partis politiques qui stipule, par ailleurs, que les

fondateurs du parti ont deux mois à partir de la date de dépôt du dossier d'agrément pour savoir le sort réservé à ce dernier par les services du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Et l'une des missions majeures de la nouvelle direction du parti, la structuration selon les nouveaux statuts adoptés lors du dernier congrès avec, notamment, une attention accrue accordée à notre diaspora. Benflis parle de pas moins de 18 fédérations devant être mises sur pied en France au vu de la densité de notre communauté qui y est établie.

Cela dit, cette toute première session du bureau politique composé de 35 membres, instance appelée à se réunir le premier samedi de chaque mois conformément à son règlement intérieur adopté à l'occasion, a eu à prendre acte de sa pleine satisfaction des succès remarquables du congrès constitutif du parti avec notamment, une représentation tout aussi remarquable de la jeunesse, de la femme et des élites nationales aussi bien au sein de la base militante qu'au sein de ses instances dirigeantes.

Autre résolution phare de cette première réunion du bureau politique du parti des Avant-gardes des libertés, l'adhésion du parti au pôle des forces du changement et à l'instance de concertation et de suivi de l'opposition dont Benflis était respectivement coordinateur et membre à titre de personnalité nationale. A l'occasion, les membres du bureau politique ont salué «l'unité des rangs de l'opposition nationale et son rassemblement autour d'une vision globale et cohérente destinée à hâter la sortie du pays des impasses politiques, économiques et sociales vers lesquelles il a été conduit».

De plus, ils ont réaffirmé la détermination des Avant-gardes des libertés d'être une partie intégrante et active de cette opposition nationale légitime, responsable et constructive avec laquelle il partage pleinement le projet d'une alternative démocratique que devront bâtir ensemble toutes les Algériennes et tous les Algériens de manière ordonnée, consensuelle, graduelle et apaisée».

M. K.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SG DE L'ANR

Belkacem Sahli plaide pour le respect de la légitimité institutionnelle

S'inscrivant sans aucun doute dans une perspective d'intégrer l'Alliance présidentielle, le président de l'Alliance nationale républicaine (ANR), M. Belkacem Sahli, a plaidé pour le respect «de la légitimité institutionnelle», en invitant les partis de l'opposition «à attendre les prochaines échéances électorales pour se lancer dans la course pour la prise du pouvoir».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est à l'occasion de la célébration du double anniversaire de l'indépendance du pays mais aussi du 20^e anniversaire de la création de l'ANR (1995 - 2015), que le président de l'Alliance nationale républicaine, qui était dans un passé récent ministre de la Communauté algérienne à l'étranger, a organisé un point de presse au siège de son parti.

Lors de cette rencontre avec la presse qui n'a duré qu'une

vingtaine de minutes, le conférencier a mis en évidence les «principes» du 1^{er} Novembre 1954 et de la «symbolique» du 5 Juillet 1962 qui, selon lui, doivent constituer les «garde-fous de l'Algérie de 2015».

C'est dans cette optique, qu'il a invité les partis de l'opposition «au respect des institutions et des principes qui régissent la vie politique du pays».

Pour M. Sahli Belkacem, «au sein de l'ANR, nous défendons la légitimité des institu-

tions, mais d'un autre côté, nous considérons qu'une critique constructive doit faire partie du jeu politique tel que défini par les lois de la République».

Le conférencier s'est dit pour un «consensus national» et «une stabilité de la classe politique, qu'elle soit celle qui est actuellement au pouvoir ou celle qui est dans l'opposition». «Au sein de l'Alliance nationale républicaine, nous défendons tous ces principes et nous considérons qu'une situation de stabilité, soit au sein des partis politiques de l'opposition ou ceux actuellement au pouvoir est garante d'une stabilité du pays».

Et d'ajouter : «Notre parti plaide pour la constitution des alliances politiques et le regroupement des partis politiques par famille politique. C'est une pratique politique qui permettra à

chaque acteur de la société de se situer et fixer ses objectifs. Nous devons agir dans un esprit de modernité comme cela se fait sous d'autres cieux».

Par ailleurs, M. Belkacem Sahli a appelé au «respect de l'éthique professionnelle dans tous les domaines d'activité», citant en exemple «les dérapages enregistrés récemment par certaines chaînes de télévisions privées», comme il a considéré la lettre adressée par le vice-ministre de la Défense au secrétaire général du parti du FLN, «de pratique normale» et qui «ne devrait soulever aucune interrogation».

Enfin, le conférencier a terminé son point de presse en laissant entendre que les prochaines années seront très animées en activités et enjeux politiques.

A. B.

SUITE À L'AGRESSION D'UN**NON-JEÛNEUR PAR UN AGENT DE LA PROTECTION****CIVILE À BOULIMAT**

Colère et indignation à Béjaïa

Vendredi 3 juillet à Boulimat, quelque 25 km de la ville de Béjaïa, en début d'après-midi, M^e Sofiane Ikken, avocat et militant pour l'autonomie de la Kabylie et membre également de la Ligue algérienne des droits de l'Homme a été violemment agressé par un agent de la Protection civile (brigade de Boulimat) pour le motif de «non-observation du jeûne». «Je me trouvais dans un coin retiré, pourtant loin des regards des autres baigneurs. J'insiste sur le fait qu'avec mon ami, nous ne nous sommes pas mélangés à la masse qui est venue se baigner en cette journée caniculaire», témoigne Sofiane Ikken, et de poursuivre «l'agent m'a clairement menacé que si je prends encore la bouteille d'eau, il cassera le bout de bois sur mon dos !» Aussitôt, trois autres maîtres-nageurs quittent leurs postes pour «porter main-forte à leur collègue». M^e Ikken appelle la police, mais le standardiste lui répond que «ce n'est pas notre secteur de compétence». Il appelle ensuite la gendarmerie qui aurait, selon M^e Ikken, donné également raison à l'agent de la Protection civile et aurait dit textuellement au concerné : «Nous intervenons une fois qu'il te massacra !» M^e Ikken Sofiane s'est dit décidé à ne pas lâcher cette affaire et compte déposer une plainte contre l'agent de la Protection civile «reconverti en police des mœurs au lieu de braquer ses jumelles vers la mer et sauver des vies».

Le mouvement associatif local et des militants de la cause identitaire et de la démocratie ainsi que de nombreux syndicalistes ont vivement réagi à cette agression.

Les animateurs du Manifeste kabyle condamnent avec la plus grande vigueur l'agression dont a été victime leur camarade M^e Sofiane Ikken par un agent de la Protection civile au niveau de la plage de Boulimat de Béjaïa.

«Cette agression qui vient après une série de sorties des «gardiens de la morale religieuse» en Kabylie, renseigne de la volonté du pouvoir de mettre la société kabyle au pas et de la normaliser», écrivent les animateurs du manifeste dans leur document.

Pour les rédacteurs du document, les atteintes aux libertés individuelles et à la liberté de conscience, pourtant garanties par la Constitution, par ceux qui sont censés même les défendre remettent en cause de manière flagrante les fondements élémentaires de toute République.

«Le refus des services de sécurité de porter assistance à une personne se sentant menacée dans son intégrité physique et touchée dans son honneur est révélateur d'un deal contracté avec le salafisme provocateur et intolérant», s'indigne-t-on.

Tout en exprimant leur solidarité à leur camarade Ikken Sofiane, les animateurs du Manifeste kabyle se sont engagés à s'associer à toute action judiciaire que la victime compte entreprendre.

A. Kersani